



# USFP

CONGRES EXTRAORDINAIRE

CASABLANCA — 10-11-12 - JAN 75

*Handwritten signature*

## P R E S E N T A T I O N

---

Cette brochure a pour objet de présenter les grandes options émanant du Congrès Extraordinaire de l'Union Socialiste des Forces Populaires qui s'est tenu à Casablanca les 10-11 et 12 janvier 1975.

Elle n'a pas pour ambition de présenter l'ensemble des rapports: idéologique, organisationnel, politique ou sectoriel, d'une part à cause de l'importance quantitative de ces documents et d'autre part à cause du caractère interne de certains d'entre eux,

C'est pour cela que cette brochure ne peut avoir qu'un caractère d'information donc par là même insuffisant.

Néanmoins, ces éléments d'information doivent permettre l'ouverture d'un débat constructif au sein des étudiants marocains quant à l'analyse de la situation concrète de notre société et à l'alternative que propose notre parti pour dépasser la situation actuelle.

Dans cette brochure, nous mettrons principalement en relief la présentation du rapport idéologique proposé au Congrès par notre camarade Omar BENJELLOUN et la résolution d'orientation politique.

LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DE L'U.S.F.P. :  
LE CONGRES DE LA CLARTE, DE L'ORGANISATION  
ET DE LA CONTINUITE DE L'ELAN REVOLUTIONNAIRE

==+==+==+==+==+==+==+==+==+==

Le Congrès de l'Union Socialiste des Forces Populaires est tenu 13 ans après le 2<sup>o</sup> Congrès de l'Union Nationale des Forces Populaires (ancien nom de l'U.S.F.P.) Pourquoi ce long retard entre deux Congrès? Deux raisons essentielles peuvent nous l'expliquer, d'une part des raisons externes, d'autre part des raisons internes à l'organisation.

Pour faciliter l'approche du problème, ces deux raisons seront séparées mais en fait, dans la réalité, elles ont eu une influence réciproque.

Les raisons externes, nous les trouvons dans la répression qui s'est abattue sans merci depuis 1959 sur les militants révolutionnaires, avant garde révolutionnaire et dynamique du peuple marocain. Les enlèvements, les assassinats, les meurtres sous la torture, les parodies de justice tel a été le lot des militants, ce qu'un journaliste exprimait en manifestant son étonnement à l'issue du Congrès "de retrouver tous ces hommes réunis au grand jour",...En effet, les journalistes"avaient davantage coutume de les observer au banc de l'accusation ou à celui de la défense", menacés par le procureur du roi des peines les plus sévères sous l'inculpation d'avoir comploté contre le roi ou plus simplement d'avoir répandu des idées subversives" (1)

Les raisons internes, quant à elles sont liées aux contradictions qui se sont manifestées au sein du parti. Pour les comprendre, il est nécessaire de remonter à l'origine et au processus de la création de l'U.N.F.P. en 1959.

Durant toute la période de lutte contre le colonialisme direct, le parti de l'Estiqlal subira des mutations profondes à sa base. A l'origine, parti d'avocats, de professeurs, de commerçants, il verra sa base s'élargir par l'entrée en scène des masses néo-citadines et prin-

cipalement la classe ouvrière née du processus de destruction des structures sociales dans les campagnes par la colonisation,

Cet apport nouveau, que certains ne verront "que sous l'angle quantitatif" (2) marquera l'évolution et la radicalisation du mouvement national. MAIS durant toute la lutte jusqu'à l'indépendance, le mouvement national restera sous la direction essentielle des bonzes du parti de l'Istiqlal qui imposeront leur stratégie et refuseront la démocratisation interne du parti pour éviter toute contestation de la base.

Les éléments progressistes dans le parti de l'Istiqlal ne s'imposeront qu'après l'indépendance. C'est ainsi que le 25 janvier 1959 constitue un tournant décisif dans l'histoire du Maroc avec la création des fédérations autonomes de l'Istiqlal. C'était en effet une nécessité historique comme l'affirmait BEN BARKA:

"le phénomène qui s'est produit n'est pas unique. Tous les mouvements doivent subir la même reconversion ou engendrer des retards criminels dans la marche du pays vers son édification" (2)

L'U.N.F.P. se constituera sur la base du constat d'échec de l'expérience révolutionnaire du mouvement de libération national. Il s'agissait en 1959 de continuer la lutte dans la clarté pour une véritable libération politique et économique.

L'U.N.F.P. aura la constitution d'un front formés de militants issus d'origines sociales différentes et ayant pour la majorité participé activement à la lutte pour la libération nationale soit au sein de l'Armée de Libération Nationale, soit dans le cadre de la résistance urbaine ou du syndicat ouvrier (U.M.T.).

Les tâches qui attendaient l'U.N.F.P. étaient énormes: démasquer le jeu néo-colonial et les forces occultes agents de l'impérialisme, par la création et l'élévation de la prise de conscience des masses populaires.

Mais le parti possédait des faiblesses internes en la présence de militants proches du syndicat UMT et plus particulièrement ceux qui étaient à la fois à la direction du parti et du syndicat,

La crise interne commença à se manifester dès 1960 après les affrontements violents qui opposaient la classe ouvrière et les forces de répression à la suite de la grève générale déclenchée par l'UMT et l'UNFP. Puis les divergences éclatèrent sur la conception de l'organisation du parti qui doit être " la manifestation et la conséquence de l'alternative politique, du choix stratégique posé avec acuité au mouvement progressiste en 1961, affronter le pouvoir ou ne pas l'affronter, non par des slogans mais par des batailles concrètes..."

§ "Choisir l'affrontement, c'est naturellement construire et organiser l'instrument révolutionnaire, c'est à dire veiller à ce que le mouvement populaire de libération, au lieu d'un courant d'opinion devienne un véritable parti révolutionnaire. Pas de lutte révolutionnaire sans instrument révolutionnaire." (3)

Pourquoi le refus de l'appareil syndical face à ce choix fondamental?

Cette position est liée à la nature de l'UMT. Issue du processus de lutte contre le colonialisme, l'UMT, au lendemain de l'indépendance, aura la lourde tâche d'encadrement de la classe ouvrière. L'insuffisance de cadres formés dans la lutte ne permettait pas d'organiser le vaste élan qui portait les ouvriers vers le syndicat. Cette situation a permis par "nécessité" l'infiltration aux responsabilités syndicales de nouveaux venus souvent étrangers au monde ouvrier, ne pouvaient être les cadres dynamiques d'un syndicat révolutionnaire, prêts à affronter la politique du pouvoir.

Ces raisons expliquent que "les dirigeants syndicaux ne pouvaient voir dans une telle dynamique qu'une menace à l'homogénéité de leur appareil et une situation qui l'entraînerait dans des luttes incompatibles avec sa nature" (4)

Un autre problème fondamental sur lequel se fondèrent les divergences, est celui de la nature de la lutte syndicale. Doit-on se confiner dans une lutte purement économiste ou par contre doit-on dépasser le cadre revendicatif étroit par une liaison dialectique entre la lutte politique, économique et idéologique.

Les dirigeants de l'appareil syndical optèrent pour la politique du pain: " la classe ouvrière ne doit pas faire de politique mais lutter pour le pain."

Cette conception qui se renforcera en 1962, explique les conflits qui opposèrent les militants ouvriers du parti et les cadres syndicaux qui s'opposèrent par tous les moyens à la création par le parti de cellules d'entreprises.

Ce conflit se manifestera donc fondamentalement au sein du parti entre partisans et opposants du principe de politisation de la classe ouvrière.

La crainte de se voir dépasser par la base ouvrière poussera la direction syndicale à trahir les intérêts de la classe ouvrière en jouant la carte de la collaboration avec le patronat et le pouvoir. L'appareil syndical ne jouant plus son rôle d'orientation et d'encadrement des luttes affaiblira le mouvement ouvrier, facilitera sa dispersion au profit du syndicat UGTM proche de l'Istiqlal, et affaiblira le mouvement progressiste.

Après le Congrès de l'UNFP en 1962, (congrès de compromis entre les deux tendances) et surtout à la suite de la répression de 1963 les membres de la bureaucratie syndicale s'éloigneront du parti.

En 1967, à la demande de syndicalistes une réunification des rangs du parti eut lieu.

"Nous avons espéré que cet accord, malgré tout ce qui s'était passé de 1962 à 1967.... nous avons espéré que l'autre partie avait tiré les leçons suffisantes, qu'elle avait tiré toutes les conséquences des faits, des agissements, de la réaction du pouvoir, de la féodalité et de toutes les manoeuvres ourdies par le capital pour diviser les rangs du mouvement progressiste.... Nous n'avons vu qu'une seule chose, qu'un seul but: créer une situation nouvelle, une situation démocratique fondée sur les options populaires et les aspirations des masses laborieuses..." (5)

" Mais l'autre partie avait des intérêts sans rapport avec les

intérêts de la classe ouvrière ou ceux du parti, ou ceux du pays."(5)

Cette réunification au lieu de renforcer les rangs du parti, de renforcer la réorganisation après les répressions de 63 à 65, bloqua les instances supérieures du parti, imposa aux militants des luttes marginales.

C'est pour mettre fin à cette situation que le 30 juillet 1972 la commission administrative nationale se réunira.

Cette réunion sera celle des cadres militants qui n'ont jamais dévié ou cessé la lutte. Le critère de convocation a donc été avant tout la continuité dans la lutte et dans la ligne révolutionnaire de l'Union."(5)

A l'issue de cette réunion, la motion relative à la direction de l'Union" condamnera:

- la paralysie des instances officielles du parti
- la non application du centralisme démocratique
- mandatera la commission administrative pour la préparation des conditions matérielles et morales nécessaires à la tenue du III<sup>e</sup> Congrès

Les membres de l'appareil syndical et leurs représentants au sein du parti refuseront de s'incliner devant les décisions prises et mèneront un travail de confusion au sein du parti et plus particulièrement pendant la répression qui toucha l'UNFP après les soulèvements armés du 3 mars 1973.

Il a fallu attendre le 15 septembre 1974 pour que le Comité Central profitant d'une part de la réorganisation du parti après les coups sombres de la répression et d'autre part des données nouvelles de la situation politique intérieure du pays, dues à la dynamique créée autour de la libération des territoires nationaux sous domination espagnole et au renforcement des luttes populaires convoque le III<sup>e</sup> Congrès à une date fixée de telle façon qu'il soit préparé dans la mobilisation de tous les militants du parti.

Durant cette même réunion le CC posera le problème du changement

du nom pour répondre à deux exigences: lever la confusion entretenue par l'autre partie et préciser dans le nom du parti notre option socialiste. D'ailleurs, le C.C. ne fera qu'entériner les décisions, résultats des débats soumis aux militants dès 1972.

Le problème fondamental que le Congrès devait aborder était de doter le parti d'une part d'une idéologie claire reposant sur les principes universels du socialisme scientifique et d'autre part d'une organisation adéquate permettant l'action militante conséquente et cela quelques soient les conditions de luttes.

- (1) P.L. SEGUILLON A
- (2) Mehdi BEN BARKA; Option révolutionnaire au Maroc
- (3) Ecrits de l'USFP sur le syndicat 1972
- (4) Idem
- (5) A. BOUABID le 30 juillet 1972

## PRESENTATION DU PROJET DE RAPPORT IDEOLOGIQUE

par le camarade Omar BENJELLOUN.

Camarades,

La décision de préparer et de tenir le Congrès Extraordinaire des 10, 11 et 12 janvier 1975 est l'expression d'un choix profond et global. Malgré les contraintes imposées à notre Parti, et bien que des centaines de nos militants se trouvent encore dans les prisons, connus ou non, les militants de l'Union Socialiste ont décidé ensemble de poursuivre le travail en vue de l'application des décisions et des résolutions qu'ils avaient définies avant les événements de Mars 1973.

Les travaux préparatoires à ce Congrès ont été une relance effective de la clarification globale des domaines idéologique, politique et organisationnel. Et c'est avec fierté que nous pouvons affirmer que :

- Tous les objectifs soumis au Congrès ont été le fruit d'un travail collectif et d'un débat démocratique, tant au niveau de la direction que de la base.
- Les Congressistes ne sont pas que de simples délégués de la base, choisis en fonction de critères discutés, adoptés et appliqués démocratiquement, mais aussi et par dessus tout, ils expriment les idées et les remarques collectives dont ils sont les messagers.
- Le projet de rapport idéologique qui précise la stratégie et l'option fondamentale de l'Union Socialiste, a fait l'objet de débats sérieux, à la base du Parti, depuis un mois.

Nous pouvons affirmer que, bien que le Congrès soit extraordinaire, car préparé et tenu dans des conditions exceptionnelles, il n'en demeure pas moins le congrès de la base de l'Union Socialiste, de tous les militants sincères et conscients de leur responsabilité historique. C'est le Congrès de la continuation du mouvement populaire de libération nationale dans notre pays.

Mais la continuation ne signifie nullement stagnation dans la pensée et les méthodes. Bien au contraire, il s'agit de la continuation dialectique de la lutte, considérant les conditions socio-économiques et politiques dans leur mouvement perpétuel, et

ce qui en résulte comme mutation interne des forces sociales en lutte, et par conséquent comme changement de domaine et de forme de la lutte des classes, du point de vue social, politique et idéologique.

L'Union Socialiste, intégrée dans cette lutte, en constitue le pivot. Elle a connu depuis sa création des changements radicaux dans sa base sociale, dans ses organes et dans son orientation : l'Union Socialiste est bien le reflet vivant de l'évolution qui s'est opérée dans la société marocaine et dans les aspirations des masses populaires (ouvriers, paysans, artisans et intellectuels).

S'il existe des contradictions dans nos rangs, nous nous en réjouissons car ce sont les contradictions portées par un même mouvement historique, celui qui garantit la poursuite et le renforcement de la lutte de libération que mène notre peuple depuis 70 ans.

Le Congrès de ce mouvement a été préparé par :

- le paysan qui a combattu les armées d'occupation au cours du premier quart de ce siècle ;
- l'ouvrier qui a pris les armes pour abattre le colonialisme ;
- le jeune qui milite actuellement pour la libération et le socialisme.

Ces trois potentialités ne sont liées, ni par les sentiments, ni par la fidélité à un passé proche ou lointain, mais par la lutte concrète, chose qui ne peut se réaliser par le simple verbiage et un ensemble de slogans creux, mais par la mobilisation et l'engagement permanents des masses avec l'acceptation de tous les sacrifices nécessaires.

Ce qui regroupe l'ouvrier, le paysan et la jeunesse dans cette lutte, c'est le processus révolutionnaire entamé par les masses pendant le Protectorat et qui fût malheureusement avorté et dévié par les solutions machiavéliques du néo-colonialisme en 1956.

Ce qui les regroupe, c'est un esprit et une détermination commune sur la base des trois principes suivants :

- 1 - La volonté de détruire les structures économiques, sociales et culturelles néo-coloniales qualifiées de "sous-développées" ;
- 2 - La conviction que l'abolition de ces structures ne peut se réaliser que par le choix socialiste basé sur la participation effective des masses. Ce choix ne peut donc être réalisé que par la planification socialiste et tout ce qu'elle suppose comme institutions démocratiques et populaires qui définissent les options et veillent à leur exécution par la mobilisation des masses, aidées d'un appareil administratif soumis à leur volonté, au niveau local, régional et national ;
- 3 - La concrétisation de cette volonté et de cette conviction par la pratique du centralisme démocratique au sein du parti pour en faire l'instrument capable de mobiliser les masses et d'atteindre les buts et aussi pour en faire un modèle de la société que nous voulons construire.

Camarades,

La préparation et la tenue de notre Congrès sont un départ décisif pour la clarification englobant divers domaines de la vie de notre peuple et mettant fin aux interprétations et aux tentatives de falsification et de déviation, au moment même où notre peuple est menacé de famine dans les prochains mois.

C'est dans ce cadre que la Commission Préparatoire au Congrès a rédigé le Rapport Idéologique, Rapport qui a été discuté par la base et que sera amenée à amender la Commission Idéologique lors du Congrès, à partir des remarques et des suggestions issues des cellules, sections et provinces.

Les considérations prises par la Commission Préparatoire pour la rédaction du Rapport Idéologique sont les suivantes :

1<sup>er</sup> Premièrement : Répondre clairement aux problèmes qui nous sont posés en tant que mouvement socialiste travaillant pour canaliser toutes les énergies des masses populaires. C'est là une tâche d'autant plus difficile que notre pays connaît des circons tances où domine la confusion et toutes sortes de déviation.

2<sup>e</sup> Deuxièmement : Préciser la méthodologie d'analyse et la façon de poser les problèmes et d'y apporter des solutions : c'est-à-dire les conceptions et les méthodes scientifiques dans l'analyse. Nous entendons par ceci les principes du matérialisme historique et dialectique nous permettant de définir clairement la théorie du socialisme scientifique. Nous insistons non seulement sur l'absence de contradiction mais aussi sur la complémentarité fructueuse entre cette théorie et les principes et traditions progressistes de notre civilisation arabo-islamique.

3<sup>e</sup> Troisièmement : La troisième considération découlant des deux précédentes concerne la nécessité de lever toute équivoque ou mystification sur le sens de la "société socialiste" que nous voulons édifier, sur les liens solides existant entre la libération, le développement et la démocratie qui sont les aspects complémentaires d'une stratégie globale, enfin montrer les liens étroits existant entre les buts et les moyens à mettre en oeuvre pour les réaliser.

Il faut expliquer ces considérations car elles constituent le point de départ de tous les rapports et motions soumis aux Congressistes et la toile de fond du Rapport Idéologique.

1<sup>re</sup> Considération : LA NECESSITE D'UNE VISION CLAIRE ET GLOBALE COMME BASE POUR NOS PERSPECTIVES STRATEGIQUES ET NOTRE CONCOMBEENT TACTIQUE :

Chers camarades,

L'Union Socialiste ne prétend pas apporter une idéologie nouvelle ou un socialisme particulier, car le socialisme est unique, tant par ses méthodes que par ses buts. Il est basé sur la propriété collective des moyens de production et d'échange dont bénéficient les



travailleurs au moyen de leur organisation propre ou de l'appareil d'état qui est lui-même à leur service et sous leur contrôle par le biais de leur organisation politique et professionnelle.

Toute autre interprétation n'est qu'égarément et confusion utilisés à des fins répressives par la réaction et les classes exploiteuses. La confusion est une arme efficace qu'utilise la réaction pour affronter les mouvements de libération nationale, lui permettant d'abord de cacher sa vraie nature et son véritable rôle, et de masquer les raisons profondes de sa politique répressive et de poursuivre permanente des militants.

Cette première considération est une nécessité clarification de la nature et de la spécificité des luttes socio-politiques dans les circonstances que l'on qualifie de sous-développement et de lutte contre le sous-développement, concepts et slogans véhiculés par les techniciens et les penseurs de l'impérialisme. Ce dernier dicte à la réaction locale les slogans à diffuser et les moyens de confusion à employer, ainsi que les solutions adéquates lui assurant la continuité de ses intérêts et le renforcement de l'empire colonial, pour maintenir notre pays dans un régime d'exploitation international.

Aujourd'hui, alors que l'impérialisme est en déclin, du fait de l'inflation, de la crise d'énergie et grâce au recul que lui imposent les mouvements de libération populaire dans les trois continents, les responsables au Maroc se plaignent du manque de liberté en politique extérieure. C'est cela même que nous appelons depuis 15 ans par son vrai nom : "l'aliénation".

La solution sur laquelle se rabat aujourd'hui le pouvoir n'est que palliative et livrée au bon vouloir du marché international. Ceci est de règle depuis 1960, date à laquelle il a fait avorter la tentative de libération économique.

On assiste donc à la continuation de la même politique justifiée par "le libéralisme", et qui, au nom de "la marocanisation", ne fait que consolider les structures économiques néo-coloniales et renforcer par les privilèges une minorité de féodaux et de compradores.

C'est dans ce sens que les nationalisations et l'élargissement du secteur public et semi-public ne représentent nullement la mise à la disposition du peuple des moyens de production et d'échange car l'appareil d'état est toujours au service de ceux qui consolident les structures néo-coloniales. La prise en main par l'état de larges secteurs de production et d'échange montre l'incapacité de la bourgeoisie à provoquer l'industrialisation.

Bien plus, la bourgeoisie, ne voulant pas prendre de risques pour ses capitaux, ne fait que miser dans les fonds publics et utiliser l'appareil d'état comme instrument de commercialisation.

Après avoir levé toute équivoque sur le concept de "sous-développement" et démontré le lien entre le développement du pays et la remise en cause des structures néo-coloniales, le Rapport Idéologique s'est attaché à analyser l'unité dialectique qui existe

entre le renforcement des liens de dépendance et la dégradation économique, sociale et culturelle des masses populaires.

Ainsi, face à cette réalité que nous vivons chaque jour, nous assistons depuis 15 ans à diverses positions qui ne sont en fait que des calculs tactiques :

- Certains pensent établir des programmes, ne font qu'énumérer des revendications sans préciser les liens entre elles et sans définir les moyens de leur réalisation.
- D'autres s'efforcent pas à faire la distinction entre patriotisme et marocanisation de l'économie, alors qu'ils demandent une justice sociale.
- D'autres encore brandissent depuis 10 ans le slogan : "Changeons radical les structures socio-économiques au bénéfice des masses." Mais ils ne donnent pas la signification scientifique de ce changement et rejettent d'avance toute participation des masses à la mise en place des institutions au profit de préciser le contenu réel et la nature des transformations promises.
- D'autres prennent ce même slogan et ne cessent de louer le rôle d'avant-garde de la classe ouvrière ; mais ils n'avancent pas les moyens pratiques pour donner un contenu concret à ce slogan.
- D'autres enfin appellent au réalisme, au nom du réalisme politique, et se tiennent aucun compte de l'évolution des fondements de la lutte socio-politique.

Ainsi les prises de position, les programmes et les slogans se sont toujours basés sur des données contradictoires et une stratégie qui s'adapte aux situations éphémères. En fait, ceci s'explique par l'absence de critères et par la pratique des directions politiques ( depuis l'indépendance ) qui conçoivent la lutte politique sous forme de communiqués, d'assemblées d'information et de propagande. Ceci se résume à une pratique parlementariste et à la référence à des critères de "représentativité", sans qu'il y ait d'institutions représentatives.

Malgré la dialectique de la lutte des classes, des événements et des conditions matérielles et objectives des masses populaires, et malgré les résultats néfastes de la politique du pouvoir, celui-ci se maintient avec son appareil d'état centralisé : "makhzen".

En fait des masses, se trouvent particulièrement en jeu les jeunes générations, non par le passé, mais par la situation présente qui s'offre qu'obscurité et incertitude pour l'avenir.

En effet, la jeunesse, qu'elle soit illettrée ou instruite, refuse les complications et l'incertitude, exige des réalisations et aspire à une pensée globale et cohérente qui ne justifie pas la réalité mais exprime plutôt les solutions nécessaires pour la changer. C'est ainsi que l'énergie de cette jeunesse se canalise vers :

- des "modèles" socialistes abstraits imitant la jeunesse européenne révoltée au nom de "marxisme-léninisme" ;
- la recherche de la "cité idéale et vertueuse" de Omar Ibn Khattab, s'enfonçant dans le mysticisme ;
- une attitude d'indifférence et de désespoir vis-à-vis des organisations nationales et progressistes dont on ne fait qu'attendre les

-résultats concrets, sans se mêler aux luttes qu'elles mènent.

Ces attitudes de certains groupes de jeunes, ne sont en réalité que le reflet des conditions matérielles et des aspirations profondes des masses populaires:

- que ce soient des ouvriers dont les luttes sont paralysées et avortées par l'appareil bureaucratique de l'U.M.T.,
- ou les paysans réprimés par l'appareil d'état qui par "sa réforme agraire" renforce les nouveaux colons marocains,
- ou les petits fonctionnaires qui subissent toutes sortes d'oppressions et d'humiliations, par crainte du licenciement et du chômage,
- ou les artisans et petits commerçants qui aspirent à un emploi stable et à un revenu assuré.

Toutes ces couches et classes sociales aspirent à une vision claire et globale à la fois des origines des problèmes, des solutions à envisager, que des moyens à mettre en oeuvre ; tous, d'une manière instinctive, aspirent au socialisme comme ordre social ; Or ils ne prennent de l'idéologie socialiste que le côté critique alors que la réaction concentre sa propagande sur la falsification des expériences des pays socialistes, en "camouflant" tous leurs acquis positifs et en menant un grand tapage sur leurs problèmes.

Toutes ces vérités rendent nécessaire la clarification totale. Ainsi, la première considération, dans le Projet de Rapport Idéologique, a été de définir notre choix idéologique avec précision et clarté, et ce sur la base d'une analyse globale de la réalité objective, sans affirmation fortuite. C'est dans ce but que la Commission Préparatoire a présenté une plateforme pour les discussions menées depuis un mois à la base du Parti. A partir de cela, le Congrès Extraordinaire définira les fondements idéologiques de notre stratégie et de nos comportements tactiques.

La clarification idéologique et par suite la marche éclairée dans la lutte, la libération et la construction signifient la détermination des critères pour juger les positions tactiques et distinguer ce qui représente une victoire de ce qui est une défaite. Cela nous oblige à l'analyse des problèmes en profondeur et avec clairvoyance, en donnant la priorité au fond et non à la forme.

La définition précise de notre option idéologique ne signifie nullement le refus des solutions transitoires ou des alliances stratégiques ou tactiques sur des luttes et des points précis. Au contraire, une vision claire et lointaine donne un sens à toute résolution et agissement, en nous permettant de prévoir les compromis qui pourraient renforcer le mouvement de libération ou qui risqueraient de le détruire pour une longue période.

Cela est une évidence de la pensée socialiste, et c'est pour cela que nous avons affirmé dès le début que le socialisme est un moyen et un but, et que nous ne prétendons nullement venir avec une idéologie nouvelle ou avec un socialisme particulier.

Et malgré tout, on ne pourrait se contenter de déclarer l'appartenance de notre parti au socialisme scientifique, sans que cela entraîne le contraire de ce que nous voulons, à savoir la confusion et la diffusion de slogans abstraits vidés de leur sens.

2° Considération: ADOPTION DU SOCIALISME SCIENTIFIQUE COMME METHODOLOGIE D'ANALYSE ET DE LUTTE, SANS COMPLEXE, TOUT EN REFUSANT LES SCHEMAS ABSTRAITS ET L'IMITATION DES EXEMPLES ETRANGERS

Camarades,

Partir d'une vue d'ensemble cohérente pour la libération et le changement en faveur des masses laborieuses, ne serait qu'un slogan démagogique si l'on reste sur des concepts abstraits, fondements de la pensée bourgeoise réactionnaire.

Il faut être vigilant et se méfier du nouveau style qu'utilise la réaction pour semer la confusion et en particulier l'utilisation de slogans progressistes et de terminologie socialiste dénuée de tout fondement scientifique et dialectique.

Servir l'intérêt des masses populaires et oeuvrer pour la vérité et seulement "La vérité" quelques soient les conditions et circonstances, nécessite de s'appuyer sur les principes du socialisme scientifique et à considérer l'influence de l'esprit réactionnaire, non pour lui céder, mais pour l'affronter et dénoncer les procédés d'hypocrisie, d'obscurantisme et de menaces, toujours utilisés et imposés par les classes exploitantes.

Pour cela, il faut définir la nature et le rôle des classes exploitantes pour ce qui est de leurs intérêts tangibles et de leur position dans le système d'exploitation aux échelles locale et internationale. Alors qu'elles ne voient dans la "marocanisation de l'économie" que leur substitution aux colons dans l'exploitation de la terre et des masses populaires, les classes dirigeantes, en prétendant protéger notre peuple contre l'influence des idées étrangères et être son porte-parole, s'octroient le rôle de défenseur du patrimoine et des pseudo-traditions.

La réaction, dans notre pays, adopte sans gêne les concepts de la pensée bourgeoise occidentale et imite sa façon de vivre, et ce au nom du progrès et de la civilisation. En même temps, elle ne réprime les idées occidentales que lorsqu'elles sont celles des masses laborieuses et là, c'est au nom des principes religieux qu'elle justifie la répression.

Depuis trente ans, notre peuple subit les conséquences de cette hypocrisie et de ce double jeu ; mais la connaissance ne peut rester la "chasse gardée" des serviteurs de la bourgeoisie, et par conséquent, il est de notre devoir de mettre en relief la vérité et la clarté objectives. Le problème ne résidant pas dans l'opposition entre tradition et progrès ni entre nos idées et celles émanant de l'étranger. Le fond du problème se trouve donc dans la lutte entre deux idéologies : celle des exploitateurs et celle des masses laborieuses que ce soit dans notre pays ou à l'étranger.

Longtemps abusées par le slogan trompeur du libéralisme, les masses populaires optent consciemment pour le socialisme scientifique, seule voie capable de réaliser nos aspirations.

En effet, l'idéologie des masses, c'est le socialisme scientifique à savoir une méthode d'analyse qui part des réalités tangibles. C'est la science du changement et du mouvement qui refuse de soumettre les réalités à des schémas stéréotypés et figés. C'est ce que représente pour nous le socialisme scientifique : - une méthode d'analyse de la société, de ses contradictions et de ses changements, non pas une philosophie ou une tentative d'expliquer l'être, ni des citations que l'on ressort selon les circonstances comme si c'était les articles d'un code.

L'adoption du socialisme scientifique pour nos analyses et nos luttes signifie pour nous que les expériences vécues par les états socialistes restent de simples expériences que nous étudions comme accomplies dans des circonstances historiques et locales précises,

Ceci parce que nous refusons les schémas préconstruits et l'imitation d'expériences n'ayant aucune relation avec nos circonstances et nos réalités propres comme nous refusons toute définition de notre fonction idéologique et politique par comparaison ou par référence à toute expérience ou à tout pays socialiste donné.

Nous refusons ces interactions qui ont causé la division des mouvements progressistes. Le socialisme scientifique nous a permis d'analyser les changements propres à notre pays à partir de l'immixtion colonialiste. Ceci nous met en position d'avant garde pour définir la réalité et les causes de ce qu'on appelle le sous-développement, tout en faisant des travaux de notre Congrès, une contribution à enrichir la pensée socialiste.

Nous avons montré d'une part la réalité de plusieurs concepts réactionnaires toujours en vigueur, et d'autre part, nous avons aussi montré le manque de sérieux de quelques schémas révolutionnaires ou prétendus tels qui brandissent au nom du socialisme scientifique des slogans comme:

- la révolution démocratique nationale.

Notre choix exprime la volonté des masses qui jaillit de la dialectique des luttes et des changements qui ont affecté le mouvement de libération populaire.

Les militants qui ont garanti et qui garantissent toujours la continuation du mouvement de libération populaire sont les représentants authentiques de notre peuple et de ses traditions: traditions de vigilance, d'initiative, et de sacrifice contre toute tentative de domination depuis des siècles; traditions de défense de notre existence en temps que nation et civilisation arabo-musulmane.

Pour le peuple, il n'y a pas de contradiction entre l'authenticité et le modernisme: la pensée socialiste émane du nationalisme progressiste tourné vers l'avenir et dénie le nationalisme réactionnaire tourné vers le passé. Notre patrimoine n'est pas un amas de choses du passé, mais la réalité vivante qui concrétise le fruit d'une évolution historique.

Le patrimoine est ce que portent les masses populaires comme potentialité et aspirations vers la justice et les principes sains refusant l'esclavage et l'anéantissement, la force du changement; la volonté de libération sont les traditions concrétisées dans nos réactions communes, la vigilance et l'initiative qui caractérisent toujours notre peuple constituent la première conclusion qui conduit à l'adoption du socialisme scientifique sans complexe ni équivoque et au service de la vérité.

Là s'impose une autre conclusion: toutes les complications et confusion trouvent leurs causes dans la double exploitation qu'ont subi le peuple marocain ou tout autre peuple qualifié de "sous développé".

Outre le pillage des individus, du fait des relations de la production capitaliste existe un pillage collectif de notre nation tant que être, civilisation et culture. Pillage de toute une société à travers sa soumission du pays et de ses habitants aux exigences du développement de l'économie néo-colonialiste.

En fin de compte, la libération se verrait vidée de tout sens dans la pratique sans solutions pour une stratégie globale visant à liquider en même temps ces deux formes de pillage.

C'est la 3° considération qui a inspiré les travaux du Comité de Préparation du projet de rapport idéologique: considération du lien dialectique entre le développement, la démocratisation, la libération et la construction socialiste.

La perspective d'une solution pour l'avenir n'est en fait que l'ensemble des conclusions logiques d'analyse historique.

3° Considération: UNE STRATEGIE D'ENSEMBLE FONDÉE SUR LE RAPPORT DIALECTIQUE ENTRE LA LIBERATION, LE DEVELOPPEMENT, LA DEMOCRATIE, ET LA PLANIFICATION SOCIALISTE, DANS LE BUT DE CONSTRUIRE UNE SOCIÉTÉ ET UNE CIVILISATION SOCIALISTE CORRESPONDANT AUX SPECIFICITES DE NOTRE PEUPLE

Camarades,

Montrer la vérité du sous développement nous mène à insister sur une vérité essentielle concernant la nature et le rôle de l'appareil de l'Etat qui n'est pas une super structure, reflétant une évolution des conditions objectives de la société marocaine mais l'organisateur de ce sous-développement.

Mieux encore, l'Etat fictif conservé par le protectorat comme paravent s'est effondré lors de la proclamation de l'indépendance. Et on a vu l'appareil administratif et répressif se marocaniser, se développer et chercher les lois de 1935 et 1939 pour contrer le mouvement national et progressiste.

Cela s'est produit à partir de la suspension du I° plan quinquennal qui constituait une tentative pour l'indépendance économique effective, plan qui considérait la modification des structures étatiques comme condition sine qua non de modification des structures économiques. Ceci du fait que l'Etat n'est pas une superstructure mais fait partie intégrante des structures économique, sociale et politique, coloniales, comme le confirme des expériences tangibles.

Ainsi, la disparition de la politique d'indépendance économique s'est accompagnée de la disparition du projet d'édification d'institutions démocratiques.

Le fonctionnement de l'appareil et son rôle ne sont compatibles ni avec l'existence d'institutions représentatives ni avec la discussion et le contrôle parce que c'est un appareil édifié initialement pour le contrôle du Maghzen et la soumission des masses marocaines.

Les principes et concepts de la démocratie "Européenne" perdent leur sens car elles sont le fruit du système capitaliste avec sa base matérielle, sa technologie, ses principes, et ses institutions politiques et culturelles.

L'inexistence d'une industrie de base dans notre pays doit inspirer toutes les solutions dès lors que c'est la cause du sous-développement dans tous ses aspects, source de la dépendance économique et technologique avec toutes ses conséquences (sociales, politiques, culturelles). C'est l'inexistence d'une industrie de base qui fait que chaque secteur vital de notre économie soit dépendant du marché extérieur avec toutes les conséquences néfastes que cela comporte (elles sont d'ailleurs officiellement reconnues de nos jours).

Cette vérité se retrouve dans tout état sous-développé dirigé par la féodalité et la bourgeoisie et ceci quelque soit la nature de son régime politique.

C'est pour cela que l'analyse globale conduit inéluctablement à la stratégie globale de libération et de construction socialiste (ceci a été exposé avec tous les détails dans le projet de rapport idéologique).

Nous signalons aux patriotes authentiques qu'ils doivent souscrire et appeler au moins aux deux solutions qui s'inscrivent nécessairement dans une politique de libération économique effective à savoir d'une

part l'édification d'une industrie de base qui sera le moteur de l'économie nationale, et d'autre part, la gestion et le contrôle du commerce extérieur par l'Etat.

L'authenticité de l'effort de développement et de libération nécessite la reconversion des structures de l'appareil de l'Etat et l'instauration d'une véritable démocratie.

La spécificité de notre société fait que la démocratie ne peut se limiter à l'installation d'institutions représentatives parallèles aux rouages de l'appareil économique et administratif. Ces institutions, quel que soit le degré de leur représentativité, deviendront inévitablement l'appendice de l'appareil, une façade à sa politique tant que celui-ci reste objectivement un instrument de subordination de la nation aux circuits de la domination extérieure.

Il ne peut être autrement que s'il s'intègre à la société pour devenir sa représentation et sa "force organisée" pour devenir l'instrument de son développement et de sa libération. Le développement autonome nécessitera un effort d'accumulation très important c'est à dire de prélèvement sur les dépenses improductives et même sur la consommation des nationaux.

L'acceptation des masses populaires qui portent l'essentiel de l'effort de travail ne peuvent accepter ces sacrifices que si elles sont conscientes d'être les bénéficiaires ultimes de cet effort de reconversion, lequel ne peut être engagé que dans le cadre de transformation de structures dans les domaines qui concernent directement la vie quotidienne des masses.

L'acceptation des masses populaires de cet effort de développement est conditionné par leur participation à l'ensemble des décisions qui déterminent la finalité de la société, les choix fondamentaux, relatifs notamment au modèle de consommation, aux besoins matériels et spirituels et à leurs priorités respectives.

Ceci signifie la transformation de la nature et des fonctions de l'appareil de répression et de contrôle pour en faire l'instrument au service du peuple à tous les niveaux; au lieu que ce soit un appareil qui soumet le peuple aux exigences du marché extérieur.

Il reste que la mise en place d'une industrie de base, que le contrôle du commerce extérieur par l'Etat, que la transformation des structures et de la nature de l'appareil étatique et de ses relations avec les citoyens et que l'option pour une démocratie de mobilisation avec les décisions et les réformes qu'elle suppose ne peuvent se réaliser spontanément.

Il faut pour cela une planification socialiste qui s'établit par des moyens démocratiques à partir de choix que les masses continuent à définir et à exécuter.

Le rapport nous éclaire beaucoup sur les buts et les procédés de la construction socialiste partant de la triple équation qui constitue une vue globale faisant de la libération, du développement de la démocratie et de la construction socialiste des éléments dialectiquement liés faisant partie d'une seule stratégie qu'on exécute globalement et de façon dynamique.

La démocratie; pour nous, est un moyen et un but. Par cette démocratie, on peut mobiliser les masses pour la construction du socialisme. Le slogan Dictature du Proletariat est désuet même en Europe, surtout que notre problème est justement l'industrialisation et la création d'un prolétariat.

D'autre part, le but même de la construction socialiste est la liquidation du pillage individuel et de notre pillage en tant que civilisation et culture. Le développement économique sur le modèle des pays développés capitalistes ou socialistes ne met pas de limite à ce double pillage.

Pour cela, il faut dès le déclenchement du processus de libération et de construction que l'on tienne compte des spécificités de notre société des éléments de changement qu'elle comporte, des traditions de travail collectif, ainsi que de la nécessité d'enrichir le vrai patrimoine porté par les masses.

C'est le sens que nous prêtons à notre refus des schémas préconçus et de l'imitation des expériences; le but final de la construction socialiste étant d'édifier une société et une civilisation ayant ses spécificités et de libérer l'homme Marocain.

Camarades,

Nous exprimons nos espoirs, notre optimisme et notre confiance dans l'avenir des forces révolutionnaires (U.S.F.P. à leur tête) et dans la nécessité historique de la construction socialiste. L'esprit progressiste a pour essence et pour finalité l'optimisme autrement rien ne justifierait les luttes et rien ne justifierait ces luttes si nous prétendions monopoliser la vérité.

Nous sommes amenés à considérer aujourd'hui notre effort comme un commencement de clarification et à faire en sorte que notre foi reste toujours solide et admette la transformation à partir des leçons tirées des expériences enrichissantes.

Notre réalisme émane du réalisme révolutionnaire qui analyse la réalité tangible pour la transformer au bénéfice du peuple. Notre regard vers les procédés et les moyens pour changer cette réalité dans la perspective de la libération et de la construction socialiste constitue le cadre idéologique de notre stratégie que propose notre camarade et leader Abderahim BOUABID.

Il nous reste à souligner que l'analyse scientifique est le critère objectif ne sont pas les seuls qui déterminent les luttes et l'acceptation des sacrifices: en effet, il y intervient pour beaucoup le côté subjectif, celui de la fidélité aux principes révolutionnaires, celui de la fraternité et du non-abandon de ses frères en lutte quelques soient les circonstances, et dont sont aussi fiers les militants U.S.F.P. porteurs du vrai patrimoine, celui du mouvement de libération populaire de notre pays.

## PRESENTATION DE LA RESOLUTION POLITIQUE

### CONGRES EXTRAORDINAIRE DE L'U.S.F.P.

Après avoir donné son approbation à l'analyse, aux méthodes et aux principes qui nous ont permis de définir la nature de notre parti sur le plan politique et idéologique et qui délimitent le cadre de notre stratégie et précisent les perspectives de nos luttes pour la libération le développement, la démocratie et l'édification socialiste.

Après avoir insisté sur la nécessité de renforcer l'organisation de l'union socialiste, de la développer par la pratique effective du centralisme démocratique et par l'accentuation des luttes concrètes organisées au sein des masses laborieuses, mobilisées contre toutes les formes de répression et d'exploitation, en vue d'exiger les solutions adéquates à leurs problèmes quotidiens.

Après avoir enregistré les efforts déployés par tous les militants, dans le but de faire de l'organisation de notre parti et de son fonctionnement un exemple vivant de la société socialiste et démocratique à laquelle nous aspirons.

Après avoir étudié et discuté les rapports sectoriels qui définissent avec précision et clarté l'option globale de l'union socialiste et dégagent les solutions transitoires préconisées à court et moyen terme plus particulièrement dans les domaines économiques et sociaux, en matière de questions agraires et des problèmes de l'enseignement, de la femme marocaine et de la jeunesse.

Après avoir arrêté les orientations et les recommandations concernant ces problèmes qui affectent les masses laborieuses dans leur existence de tous les jours et qui ne cessent de s'aggraver depuis l'année dernière, Considérant les dangers qui menacent notre pays et notre peuple à court terme, du fait de la politique des classes dominantes, politique qui a renforcé les structures économiques coloniales dans le cadre de la marocanisation et entraîné le pays dans le sillage de la dépendance, après avoir fait avorté la tentative nationale de libération économique concrétisée dans le premier plan quinquennal.

Considérant que de tels dangers sont maintenant reconnus officiellement, ainsi que la nécessité de recouvrer "La Liberté d'initiative" mais qu'aucune démarche ou mesure concrète n'a été prise en vue d'opérer un changement véritable de l'orientation suivie de puis 1963, dans le domaine économique, social, culturel et politique.

Considérant que les mesures prises dernièrement au sujet de certains produits agricoles importés, mesures répondant à des considérations financières dues aux fluctuations du marché mondial, ne renoncent en rien à la politique de dépendance vis à vis du marché commun malgré les graves conséquences qu'elle entraîne et n'abandonnent nullement les options et priorités retenues dans les plans consécutifs, depuis 1965.

Considérant la nouvelle crise que vit notre pays depuis 1973 et les nouvelles épreuves endurées, par notre parti qui a été suspendu, ainsi que celles

de nos militants, arrêtés par centaines et torturés et dont la majorité demeure jusqu'à maintenant en détention, depuis près de deux ans, alors que certains d'entre eux ont été acquittés.

Considérant que les responsables ont profité de cette crise pour réaliser leur dessein initial qui vise à s'associer aux colons et spéculateurs étrangers ou se substituer à eux dans l'exploitation du pays et le pillage de ses ressources sous couvert "de marocanisation",

Le congrès extraordinaire de l'Union Socialiste de Force Populaires, tenu les 10, 11, et 12 janvier 1975, fidèle à l'exemple de nos martyrs tombés au champ d'honneur dans la bataille de libération et à leur tête notre frère Mehdi Ben Barka, réaffirme à l'occasion de l'anniversaire du manifeste de l'indépendance présenté par le mouvement national le 11 janvier 1944 que l'U.S.F.P. est l'incarnation vivante de la pérennité du mouvement de libération populaire dans notre pays.

- Prenant comme base de départ l'étude et la discussion du rapport politique présenté par notre frère Abderrahim Bouabid.

- Se référant aux prises de positions et aux propositions de l'Union depuis sa création et tout particulièrement la déclaration du comité central du 13 Octobre 1968, la réponse à la lettre royale en date du 23 septembre 1972 et à la déclaration du Comité Central datée du 21 janvier 1973.

- Considérant l'immobilisme de la situation politique au Maroc dont les données sont restées essentiellement les mêmes, malgré les secousses et les crises successives vécues par notre pays depuis plus de dix ans et qui sont consécutives au refus de donner la parole au peuple, et de lui permettre de définir ses options essentielles et de prendre en main ses propres destinées.

- Considérant la déclaration royale relative à des élections éventuelles au début de l'année en cours et qui donne des assurances sur l'authenticité de la représentation populaire émanant de ces élections et concrétisée dans les institutions à établir.

- Bien qu'aucun texte, ni déclaration officielle n'aient apporté à ce sujet des précisions sur les mesures à prendre en vue de garantir la sincérité et l'authenticité des élections annoncées ainsi que l'engagement de l'appareil de l'état à observer une attitude objective et strictement neutre sans recourir aux méthodes employées depuis les opérations électorales de 1962-63.

- Bien qu'aucun contact officiel ou officieux n'ait eu lieu avec l'Union Socialiste lui permettant de connaître à ce sujet, les mesures prévues pour la garantie d'élections, sincères et authentiques.

Le Congrès réaffirme que la fidélité aux masses laborieuses, ouvriers, paysans, artisans, intellectuels, et le sens de l'intérêt national nécessitent le rappel des réalités et des positions de l'Union Socialiste dans la clarté et la précision, de même qu'elles imposent le devoir de lancer un appel fervent à tous les patriotes et à tous les progressistes en vue de coordonner leurs efforts pour l'institution d'un régime démocratique garantissant la libération du pays et la mise en place de toutes les conditions permettant la réalisation du développement économique au bénéfice des masses populaires.

Premièrement - La politique poursuivie par les classes dominan-

.../...

tes depuis 15 ans conduit, par sa nature même, aux conséquences actuelles qui se traduisent par les réalités suivantes :

- Aggravation de l'écart entre les revenus des familles populaires en régression continue et les revenus des classes exploitées en accroissement constant, en sorte que 5 % de la population accaparent près de la moitié du revenu national.

- Accaparement par les colons marocains anciens et nouveaux des terres agricoles et tout particulièrement de celles qui bénéficient de l'irrigation dont les installations sont financées par les contributions des masses.

- Mise en hypothèque de l'avenir du Pays pour satisfaire les intérêts de ces colons, par le renforcement des liens avec le marché commun en vue de leur garantir des facilités pour l'écoulement de leurs produits.

- Persévérance dans la voie dite libérale, c'est-à-dire une politique qui favorise la bourgeoisie et les spéculateurs marocains et étrangers par le biais des facilités fiscales et de la promulgation de nouveaux codes d'investissement, ce qui fait fi de l'expérience qui a déjà établi que le capital privé marocain et étranger se refuse toujours à prendre quelque risque que ce soit en matière d'investissement et s'abstient de toute initiative en ce domaine.

- L'aggravation de la crise économique malgré le quadruplement du prix des phosphates, aggravation qui apparaît d'une part à travers la hausse de prix des produits alimentaires de première nécessité, des produits pétroliers et des biens d'équipements importés du monde occidental et d'autre part à travers les obstacles que rencontre nt de plus en plus les exportations marocaines vers la C. E. E.

- La mise de l'ensemble de l'appareil de l'Etat et du secteur public à la disposition et au service des nouveaux "colons" et des spéculateurs, ce qui s'est traduit par l'octroi systématique de facilités financières et de crédits aux secteurs favorisés par les institutions financières dépendantes de l'Etat.

- Ainsi les prélèvements effectués sur les revenus et le travail de masse déshérités ne servent pas seulement à financer les dépenses de fonctionnement et de répression mais aussi les dépenses d'équipement dont bénéficient les spéculateurs marocains et étrangers entraînant de ce fait l'élargissement de la sphère de l'exploitation des masses.

- Le résultat de cette politique globale fondée sur la dépendance politique et économique et le renforcement des classes de nouveaux colons et spéculateurs marocains se traduit par l'appauvrissement continu des masses, l'aggravation du chômage, de l'analphabétisme et la multiplication des bidonvilles.

Deuxièmement : La seule voie qui permet de dépasser la situation actuelle dans le court et moyen terme, est celle d'une véritable planification qui permet la transformation réelle des structures économiques sociales, culturelles, administratives, dans le cadre d'une politique globale fondée sur trois principes essentiels :

- La planification démocratique entreprise avec la participation effective des masses laborieuses dans le cadre d'institutions locales, régionales et nationales qui doivent incarner sa volonté et ses options. Le plan ne doit nullement être formel et indicatif mais doit avoir un caractère impératif pour faire supporter aux classes favorisées le prix du développement économique et social.

- La véritable nationalisation des grands moyens de production, et d'échange de financement et de transport, tout en mettant le secteur public au service de la libération et du développement. Ce qui nécessite des mesures urgentes dont : la nationalisation du commerce extérieur (principalement les importations) la municipalisation des terres des zones urbaines, la nationalisation de l'industrie pharmaceutique, en adoptent les méthodes de gestion aux caractéristiques particulières à chaque domaine.

- Une transformation radicale de l'appareil d'état, du secteur public et des méthodes de gestion. Cette transformation constitue un préalable à toute réforme, car l'appareil d'état existant de par sa nature, son orientation libérale, et sa structure se met au service non de la nation, mais d'une minorité privilégiée.

Troisièmement : La démocratie pour le parti n'est pas conçue seulement comme un moyen mais aussi comme un but dans le cadre de notre option socialiste. C'est un principe inséparable de notre conception socialiste élaborée à partir des particularités propres à notre société, et de l'analyse dialectique et historique de sa nature. La réalisation de notre stratégie de libération et de construction socialiste ne peut se faire que dans le cadre d'un dialogue avec les masses et leur participation dans l'élaboration des choix fondamentaux. C'est à cette condition que les masses populaires pourraient consentir aux sacrifices que nécessite à long terme la construction, et adhérer avec enthousiasme aux grandes options. La participation des masses dans tous les domaines doit se traduire par l'application des solutions exigées par elles pour résoudre leurs problèmes quotidiens. Ces problèmes diffèrent totalement de ceux que vit la société européenne et ne peuvent pas en conséquence être traités dans le cadre de la démocratie bourgeoise et parlementaire européenne.

C'est pourquoi l'Union Socialiste n'a cessé de réaffirmer que la seule garantie qui ouvre la voie à une démocratie sociale et économique consiste dans l'institution d'un régime fondé sur une démocratie politique réelle, c'est-à-dire sur la souveraineté du peuple. Mais il est certain qu'à toute tentative visant à faire avorter les mesures prises au profit des masses populaires après en avoir délibéré librement dans le cadre des institutions représentatives.

Quatrièmement : Les procédés de falsification utilisés depuis 1962-63 étaient dirigés particulièrement contre notre parti qui les a affrontés avec fermeté, non sans de lourds sacrifices consentis par nos militants, donnant ainsi la preuve de notre attachement aux principes de la démocratie comme objectif et moyen. Si toutefois l'appareil de l'état recourait de nouveau à ces mêmes méthodes, malgré les dernières déclarations officielles, nous dénoncerions alors, conformément à nos principes, de telles méthodes quelque soit leurs formes et les moyens employés.

Cinquièmement : Notre Parti n'a cessé d'oeuvrer pour l'établissement d'un dialogue permanent entre les différentes tendances patriotiques et progressistes dans le but de dégager les positions communes en vue d'une action concertée pour une solution démocratique aux problèmes du pays. Cependant l'Union Socialiste n'a cessé également d'insister sur le lien étroit existant entre l'institution de la démocratie et les problèmes concrets des masses laborieuses. Car on ne peut isoler la réalisation de la démocratie des luttes effectives qu'il est nécessaire d'entreprendre pour satisfaire les revendications urgentes des masses populaires.

## LE CONGRES EXTRAORDINAIRE DE L'UNION SOCIALISTE DES

### FORCES POPULAIRES :

Enregistre : avec la plus grande attention la déclaration Royale du 17 septembre 1974, concernant le caractère authentique des élections qui seraient organisées avant le mois d'Octobre prochain.

Réaffirme sa position quant aux mesures urgentes, déjà formulées dans la réponse du Parti au message Royal, en date du 23 septembre 1972 et que l'Union Socialiste estime indispensable pour garantir l'authenticité des élections et ouvrir une nouvelle page pour notre peuple, notamment :

- L'assainissement de la vie politique par la promulgation d'un texte législatif d'amnistie générale, mettant ainsi fin à toutes les poursuites engagées et permettant à tous les prisonniers politiques de retrouver leur foyer ; cette amnistie constituera une garantie pour le retour, à leur pays de tous nos concitoyens en exil à l'étranger.

- L'abrogation de tous les textes législatifs et réglementaires qui restreignent l'exercice des libertés publiques et individuelles et particulièrement ceux qui répriment la liberté d'expression ainsi que les mesures qui imposent la censure sur la presse nationale.

- Abrogation des Dahirs et arrêtés répressifs promulgués sous le régime du protectorat et qui demeurent en vigueur, ainsi que les multiples textes législatifs, adoptés, durant l'année 1962, et depuis cette date, qui ont modifié profondément, à la fois, le droit pénal et la procédure pénale.

- L'abrogation de la mesure arbitraire concernant la dissolution de l'Union Nationale des Etudiants du Maroc.

- L'abrogation des restrictions apportées au Dahir sur les libertés publiques en date du 17 avril 1973.

- Exige la neutralité de l'appareil d'état pendant le déroulement des élections, neutralité qui nécessite un minimum de garanties pour le contrôler et pour permettre la participation de toutes les forces vives à la vie politique? Aussi au Préalable les mesures suivantes devraient-elles être prises :

- Refonte totale des listes électorales qui n'ont fait l'objet, depuis 12 ans d'aucune révision et qui furent largement utilisées dans les opérations de fraudes ;

- Ramener l'âge électoral à 18 ans et ce pour donner l'occasion aux jeunes de contribuer activement à la vie politique et d'exprimer leur point de vue sur les options intéressantes leur avenir. C'est ainsi que la jeunesse qui constitue la majorité de la population de notre pays participera à l'édification de celui-ci et réalisera les transformations indispensables.

- Lever les exactions dont sont victimes les masses rurales.

- Lance un appel pressant à tous les partis et organisations nationales et progressistes pour le dialogue et la concertation, en vue d'arrêter des positions communes et oeuvrer pour la réalisation de la dém

cratie et du progrès social et pour affronter les dangers qui menacent à court terme notre Pays.

L'Union Socialiste réaffirme la nécessité de l'action unitaire des partis et organisations nationales et progressistes dans une lutte commune effective et concrète, dont les modalités doivent être décidées à partir d'une concertation permanente sur les moyens à mettre en oeuvre et dans le cadre défini par les organisations concernées.

L'union Socialiste tout en adressant son appel chaleureux à tous les patriotes et progressistes, sans exclusive, réaffirme la nécessité de l'action unitaire au niveau de la base dans la lutte effective étant persuadée que les positions communes sur les problèmes de la démocratie dans notre pays ou sur toute autre question ne peuvent être isolées des luttes effectives pour la satisfaction des revendications urgentes des masses laborieuses.



BIOGRAPHIE DES MEMBRES DU BUREAU POLITIQUE /

BOUABID Abderrahim  
=====

- fils de manuisier ;
- né à Salé ;
- a commencé sa vie active en tant qu'instituteur ;
- a obtenu son baccalauréat après un travail personnel ;
- a poursuivi ses études supérieures en France ;
- est parmi les jeunes issus des couches populaires à avoir signé le manifeste pour l'indépendance du 11 janvier 1944 ;
- Il était le représentant en France du mouvement de libération nationale et le chef de la délégation nationale auprès de l'O.N.U.
- Il faisait le lien entre le mouvement national et le Cabinet Royal au cours des heurts entre celui-ci et les autorités du protectorat ; il étudiait les textes législatifs que préparait le protectorat et assurait la coordination entre le mouvement national et Mohamed V sur les positions qu'il fallait prendre ;
- Il était conseiller de Mohamed V lors de la déclaration Franco-Marocaine sur l'indépendance, après avoir été l'animateur des négociations d'Aix-les-Bains ;
- Incarcéré puis exilé par le protectorat français à cause de son militantisme dans les milieux populaires et particulièrement dans le travail de mobilisation de la classe ouvrière et la constitution d'un cadre syndical marocain, concrétisé dans la réunion du 20 mars 1955 par la création de l'Union Marocaine du Travail ;
- Il était en effet parmi les jeunes issus de couches populaires et travaillant dans l'ombre pour élargir le champ d'action du mouvement de libération nationale au sein des masses laborieuses il a milité au niveau de la direction du parti de l'Istiglal pour orienter le parti d'une façon qui n'obéisse pas aux inté-

.../...

rêts de la bourgeoisie.

- les responsabilités officielles qu'il a assumées sont comme suit : premier ambassadeur du Maroc à Paris, puis ministre des Finances puis vice-président du Conseil et ministre de l'Economie ; à ce moment il était le responsable de la préparation du 1<sup>er</sup> plan quinquennal, première tentative sérieuse dans la voie de la libération économique au profit des masses laborieuses ;
- A l'intérieur de l'U.N.F.P., Abderrahim BOUABID est celui qui a fait le maximum pour convaincre l'appareil de l'U.M.T. de la nécessité d'une unité jusqu'à l'aboutissement de l'accord de 1967. A la réunion de 30 juillet 1972, il a exposé de façon objective les efforts qui ont été fournis et les erreurs commises dans l'évaluation de l'option et les intentions des cadres de l'U.M.T. Mais la qualité essentielle de notre camarade Abderrahim BOUABID, et c'est celle qui explique tous ses agissements : c'est la lutte sans relâche, la persévérance pour assurer la continuation du mouvement dans toutes les circonstances, comme l'a si bien noté camarade Abderrahmane El Youssoufi.

Mohamed MANSOUR

- Fils de paysan de Berrechid (tribu Ouled Hriz)
- parmi les prolétaires agricoles qui sont allés à Casablanca où il a travaillé comme ouvrier puis comme menuisier ;
- Il était parmi ces cadres populaires du parti de l'Istiglal qui ont refusé la domination des notables de la bourgeoisie ; il s'était constitué alors une commission qui coordonnait entre les provinces, prenant en considération le fait que ses militants étaient des ouvriers ou des petits commerçants d'origine rurale ayant des relations avec différents endroits de la campagne marocaine;

.../...

- Parmi ces militants, Mohamed MANSOUR, le martyr ZERKTOUNI, SAID BOUNAILAT, le martyr HMIDOU El Watani, BENMOUSSA et bien d'autres. Ils étaient les premiers à déclencher la résistance armée du "fida" ;
- MANSOUR avait été condamné à mort à 5 reprises par les autorités coloniales, puis arrêté et torturé en juillet 1963 ;
- MANSOUR a occupé la responsabilité de Gouverneur dans la province d'Al huceima, puis élu président de la Chambre de Commerce à Casablanca et président des Chambres de Commerce au Maroc, ceci en considérant que les élections avaient été refaites, et que la majorité écrasante des électeurs était formée des petits commerçants qui représentent une partie des victimes de l'exploitation ;
- MANSOUR continue aujourd'hui à travailler la terre pour assurer à ses 8 enfants le pain quotidien.

Abdellatif BENJELLOUN

- Fils de petit commerçant
- né à Tanger
- son père s'est sacrifié pour lui permettre de faire des études ; il s'est trouvé en France lors de la 2<sup>eme</sup> guerre mondiale, et là, il a milité dans le mouvement national au niveau du maghreb ; il a pris la responsabilité de président de l'A.E.M.N.A.F. qui a joué le rôle d'école des cadres du mouvement national maghrébin.
- A son retour au Maroc, il poursuit la lutte dans les milieux populaires, jusqu'au moment où il rejoint la résistance pour devenir avec le camarade El Youssoufi le coordinateur entre la résistance marocaine et la révolution algérienne. Son rôle était alors l'approvisionnement des révolutionnaires en munitions.
- Après l'indépendance, il était parmi les dirigeants de la résistance et de l'armée de libération. Il a été gouverneur à Tanger, puis ambassadeur du Maroc à Paris, jusqu'à sa démission de ce poste s'étant assuré que la voie empruntée par le pouvoir

.../...

était opposée à la lutte de libération nationale.

- Notre camarade Abdellatif est un exemple de fidélité et d'honnêteté, d'impartialité et de discipline, ce qui a été matérialisé aussi bien dans sa vie politique que dans sa vie privée et professionnelle.
- Il était chef du groupe parlementaire du parti, il a dévoilé et condamné publiquement avec clarté et courage tous les opportunistes et ceux qui se prétendaient du nationalisme et a dénoncé aux masses populaires leur nature au moment où ils avaient essayé de noyauter le mouvement national.
- Et actuellement, après avoir assumé continuellement ses responsabilités politiques, Abdellatif constitue pour les masses de Derb Soltane à Casablanca, l'exemple du médecin proche du peuple.

Mohamed LAHBABI

- Fils de commerçant
- né à Fès
- a milité au sein du mouvement étudiant contre le colonialisme et la réaction et a propagé les idées socialistes depuis sa jeunesse.
- a terminé ses études obtenant le doctorat d'économie au moment où le Maroc accédait à l'indépendance ;
- a pris des responsabilités dans les secteurs de l'économie de façon sérieuse et conforme à sa conviction du socialisme scientifique, que ce soit dans les négociations avec la France ou pendant son exercice de la responsabilité de directeur du B.E.P.I.
- C'est lui qui a présidé personnellement à la mise sur pied d'une industrie lourde comme instrument de libération et de construction économique.

.../...

- Il a démissionné de ses fonctions quand il a constaté que la politique générale s'était opposée à ses convictions et s'est intégré au corps de l'enseignement en tant que professeur d'économie négligeant le côté matériel de la profession.
- Par ailleurs, il a milité sans relâche au sein du parti, et a publié les études expliquant aux militants et aux citoyens de façon générale, la nature de la politique économique officielle et le but des classes dirigeantes ;
- Le camarade Lahbabi, un militant dynamique du sein de notre groupe parlementaire et en tant que directeur du journal Libération ;
- Son activité anti-impérialiste s'est élargie sur le plan international lors de plusieurs rencontres et congrès internationaux et particulièrement à la tricontinentale de la Havane ;
- Le camarade Lahbabi était parmi les victimes de vague répressive de mars 1973, contre les militants du parti, cela n'a rien diminué de sa détermination.

Mohamed Abed El JABRI

- né à Figuig
- Fils de petit paysan
- a poursuivi ses études dans les institutions du mouvement de libération nationale qui se sont développés dans cette région lointaine et combative du pays ;
- a commencé ses études supérieures en Syrie et à son retour au Maroc, il a été parmi les militants auxquels revient le mérite dans la parution du journal "AT-TAHRIR" (en arabe) en 1959, à un moment où la culture était un monopole de certaines classes et à un moment où les cadres cultivés faisaient la queue pour postes ministériels.
- Cet effort quotidien dans la rédaction du journal ne l'a pas empêché de poursuivre sa formation et d'obtenir les diplômes

.../...

- universitaires, de devenir directeur de lycée à Casa ; il a soutenu par la suite son doctorat en philosophie et a pratiqué en tant que professeur à l'Université ;
- Il a publié des livres scolaires en collaboration avec d'autres militants dans le but de réorienter les programmes d'enseignement ; il a imposé l'étude de la dialectique dans les classes de philo ;
  - Le camarade El JABRI participe de façon continue dans la marche en avant de l'organe du parti et dans la lutte que mène l'USFP particulièrement sur le plan idéologique.

Mohamed El YAZGHI

- né à Fès
- fils d'un "Chaouch"
- était parmi les jeunes du mouvement national ;
- a été un des organisateurs du soulèvement de 1959 à Rabat aux cotés du camarade Mehdi Ben Barka ;
- a rejoint l'école d'administration à Paris après avoir travaillé en tant que directeur de la division du budget au ministère des Finances ;
- fût licencié de l'administration en 1962 à cause de ses activités politiques ;
- élu à Fès aux élections parlementaires ; son élection fût annulée par une décision de pouvoir ;
- arrêté au cours de la vague de Juillet 1963 ;
- arrêté au cours du mois de juin 1967 à cause de son action pour la cause palestinienne, il reste en prison pendant six autres mois ;
- inculpé en novembre 1970 ; il a été acquitté le 17 septembre 1971 au procès de Marrakech ;

.../...

- a repris son activité immédiatement après, cette activité qui a amené à la réunion du 30 juillet 1972 ;
- a reçu un colis piégé le 13 janvier 1973 ; le colis a explosé entre ses mains, le blessant au visage et atteignant son ouïe ;
- arrêté en mars 1973 alors qu'il était encore à l'hôpital ; et malgré son acquittement au procès de Kenitra, il est resté en prison jusqu'au 26 août 1974 ;
- a repris son travail militant immédiatement après sa libération en tant que responsable de la commission organisationnelle et a travaillé pour l'application des décisions du Comité Central pour la tenue du congrès extraordinaire de l'Union Socialiste des forces populaires.

Aomar BENJELLOUN

- né à Berguent (près d'Oujda)
- fils d'ouvrier retraité de l'Office national de l'électricité ;
- licencié en droit et diplômé de l'école supérieure des Postes et Télécommunications de Paris en 1960, après avoir brillamment réussi ses études primaires et secondaires malgré les conditions difficiles ;
- le début du séjour de Aomar à Paris (1957) coïncide avec la consolidation de la jeune U.N.E.M., consolidation à laquelle il prend part très activement autant au sein du bureau de la fédération de France qu'au sein du mouvement étudiant de Paris. Il se signale alors par sa sincérité, son dynamisme et sa grande intégrité, qualités qui lui valent l'appréciation unanime de ses camarades, qu'ils soient marocains ou non ;
- son action au sein de l'U.N.E.M. est doublée d'un militantisme non moins convaincu parmi les militants de l'Istiglal, parti dont il dénonce l'inefficacité, l'anachronisme ; c'est ainsi qu'il fût, le 25 janvier 1959, l'un des principaux animateurs

.../...

- de l'assemblée générale historique au cours de laquelle les étudiants de Paris avaient soutenu quasi-unaniment la naissance des fédérations autonomes du parti de l'Istiglal ; il participe à la création de la section de l'U.N.F.P. à Paris ;
- rentré au Maroc en 1960, Benjelloun devient sous-directeur régional des PTT pour Casa et sa région, en même temps qu'il milite au sein de la fédération des PTT UMT ; il se consacre essentiellement à l'action syndicale ;
  - kidnappé en décembre 1961 par la brigade spéciale ; cela survenait la veille du déclenchement d'une grève illimitée des PTT qui allait immobiliser Casa pendant les fêtes de Noël, et qui fût un triomphe de la classe ouvrière ;
  - en mai 1962, Aomar participe au 2<sup>ème</sup> congrès de l'UNFP ; il est élu membre de la commission administrative.
  - il continue à dénoncer "le veto qui s'exerce au sein du parti et ses conséquences les plus graves dans le domaine de l'organisation" ; il lutte sans relâche contre l'opportunisme et le déviationisme ;
  - en janvier 1963, il est élu délégué au 3<sup>ème</sup> congrès de l'UMT ; à l'entrée du congrès, il est arrêté et torturé pendant une journée par le "service d'ordre" du congrès en même temps que d'autres membres de la fédération des PTT ;
  - Venu à Casablanca le 16 juillet 1963 pour la réunion du conseil national élargi, il est arrêté avec les autres militants de l'U.N.F.P. ; au procès de Rabat en 1964, il est condamné à mort puis gracié à la fin de 1965 ;
  - arrêté le 15 mars 1966, à la veille de la commémoration de l'insurrection du 23 mars 1965, il est condamné à 6 mois de prison ;
  - le 9 juin 1966, il est conduit devant on ne sait quelle autre juridiction pour être frappé d'une deuxième condamnation : un an de prison ferme et une lourde amende ;
  - parmi les militants qui ont organisé la réunion du 30 juillet 72 ;
  - a reçu un colis piégé le 13 janvier 1973 ;
  - arrêté en mars 1973, il passe devant le tribunal militaire permanent de Kenitra ;
  - actuellement Aomar Benjelloun est directeur de l'organe du parti "AL. MOUHARRIR"

INFORMATIONS D'ORDRE PRATIQUE SUR LE CONGRES

Préparation du congrès

- 21 janvier 73 : le comité central décide de réunir le congrès
- 15 septembre 74 : la décision est prise pour fixer la date du congrès
- 20 octobre 74 : les sections reçoivent le rapport organisationnel
- 10 décembre 74 : les sections reçoivent le rapport idéologique
- 30 décembre 74 : les élections des congressistes sont achevées

Travaux du congrès

- 10 janvier 75 : 9h : distribution des cartes de congressistes et disposition de la salle.  
15h25 : séance inaugurale jusqu'à 19h30.  
20h : débat général en séance plénière jusqu'à 1h30
- 11 janvier 75 : 10h : les commissions commencent leurs travaux.  
20h : discussion des travaux des commissions. Certaines commissions ont continué leur travail jusqu'à 5h du matin.
- 12 janvier 75 : 10h : reprise des débats sur les travaux des commissions  
15h : élection de la commission administrative.  
15h15 : mandatement du bureau politique.  
15h30 : séance de clôture.  
17h15 : fin des travaux.

Documents soumis au congrès

- 1 - rapport idéologique ; 134 pages  
2 - présentation du rapport idéologique sur la situation ; 21 pages  
3 - rapport sur la situation économique ; 26 pages  
4 - rapport sur la situation sociale ; 33 pages  
5 - rapport sur l'enseignement et la culture ; 15 pages  
6 - rapport sur la condition féminine ; 21 pages
- 7 - rapport politique ; 33 pages  
8 - présentation du rapport organisationnel ; 9 pages  
9 - statuts constitutifs amendés ; 8 pages  
10 - rapport sur la jeunesse ; 10 pages